

EARL MATHONNEAU FORGERIT

***Siège d'exploitation : 43 Rue de la Mairie
Thiré***

Pré études technique et réglementaire

PROJET DE RESERVE EN EAU



Table des matières

Identification de l'exploitation	2
2 Objet du dossier :	2
2.1 Le Projet.....	2
2.2 Motivation	2
2.3 Situation géographique	3
2.4 Contexte réglementaire	5
2.5 Caractéristiques du projet.....	6
2.6 Approche économique	7
2.7 Urbanisme	7
3 Contexte environnemental	9
3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau.....	9
3.1.1 Modalité de remplissage de la réserve et de l'utilisation	9
3.2 Situation géologique et morphologique	10
3.3 Les secteurs d'intérêts écologique	10
3.3.1 Les ZNIEFF.....	10
3.3.2 Natura 2000.....	11
3.3.3 Schéma de cohérence écologique des Pays de la Loire	13
3.4 Les zones humides.....	14
3.5 Environnement proche.....	15
3.5.1 Habitation.....	15
3.5.2 Périmètre de protection d'eau potable	15
3.6 Servitude	16
3.7 Zone de présomption archéologique	16
4. Le SDAGE et le SAGE.....	17
4.1 Le SDAGE Loire Bretagne.....	17
4.2 Le règlement du SAGE du Lay.....	18
5 Conclusion	18

Identification de l'exploitation

EARL MATHONNEAU-FORGERIT

43 Rue de la Mairie

85210 Thiré

SAU : 127 ha

UTH :2

Cultures actuelles : 40 ha de blé tendre, 20 ha de blé dur 30 de maïs grain, 20 ha de tournesol, 10 ha de haricot vert, 15 ha de moquette

2 Objet du dossier :

2.1 Le Projet

Le projet consiste à créer une réserve collinaire permettant le stockage de 50 000 m³ d'eau de ruissellement issues des drainages, terres cultivées et voirie du bassin versant gravitaire située en amont du projet. Un complément par pompage en cours d'eau sera envisagé pour s'assurer, chaque année, le remplissage de la retenue.

Le projet se situe à la Garenne sur la commune de St Juire Champgillon.

2.2 Motivation

Le volume total à mobiliser est estimé à partir du besoin moyen enregistré pour des cultures irriguées dans le département et de la surface exploitée, soit pour le projet, un volume avoisinant 50 000 m³.

L'apport d'eau aux stades sensibles des cultures céréalières, oléagineuse et légumière permettra d'assurer un rendement minimum dans le but de maintenir la contractualisation des différentes cultures. En effet les évolutions climatiques avec des périodes de sécheresse de plus en plus fréquentes compromettent la production de cultures de l'exploitation.



Aussi, l'accès à l'eau permettra de diminuer les surfaces de maïs et ainsi d'augmenter les surfaces de cultures spécifiques sur l'exploitation. Ce type de cultures est contractualisé et assure une marge nette garantie et supérieur à une culture de vente standard. L'accès aux cultures type haricots verts, semences potagères, etc n'est possible uniquement sur les exploitations équipées de l'outil irrigation. Les produits de récolte sont ensuite transformés et distribués à l'échelle locale.

L'intérêt du projet consiste à stocker l'excédent d'eau hivernale sur le bassin versant, pour effectuer un apport en eau durant la période d'étiage. L'emplacement du projet a été orienté par sa proximité avec le parcellaire irrigable, de la maîtrise du foncier, des capacités de remplissage ainsi si que des caractéristiques géomorphologiques nécessaires à ce type d'ouvrage

2.3 Situation géographique

St Juire Champgillon est une commune du Centre Ouest de la France, située dans le département de la Vendée, en région Pays de la Loire.

La commune de St Juire Champgillon est une commune rurale faisant partie du de la communauté de commune de Sud Vendée Littoral. La commune s'étend sur 20.70 km².

Administration	
Pays	 France
Région	Pays de la Loire
Département	Vendée
Arrondissement	Fontenay-le-Comte
Intercommunalité	Communauté de communes Sud Vendée Littoral
Maire	Françoise Baudry
Mandat	2020-2026
Code postal	85210
Code commune	85235
Démographie	
Gentilé	Saint-Juiriens
Population municipale	421 hab. (2019 ▲)
Densité	20 hab./km ²
Géographie	
Coordonnées	 46° 34' 44" nord, 1° 01' 34" ouest
Altitude	61 m Min. 25 m Max. 116 m
Superficie	20,70 km ²
Type	Commune rurale
Aire d'attraction	Commune hors attraction des villes
Élections	
Départementales	Canton de La Châtaigneraie
Législatives	Cinquième circonscription

Coordonnées géographiques :

Latitude : 46. 34 44°

Longitude : -1.01 34 °

Altitude moyenne du site 61 m NGF

Masse d'eau :

Code Sandre : N322 2010

Masse d'eau cours d'eau :

La Smagne :

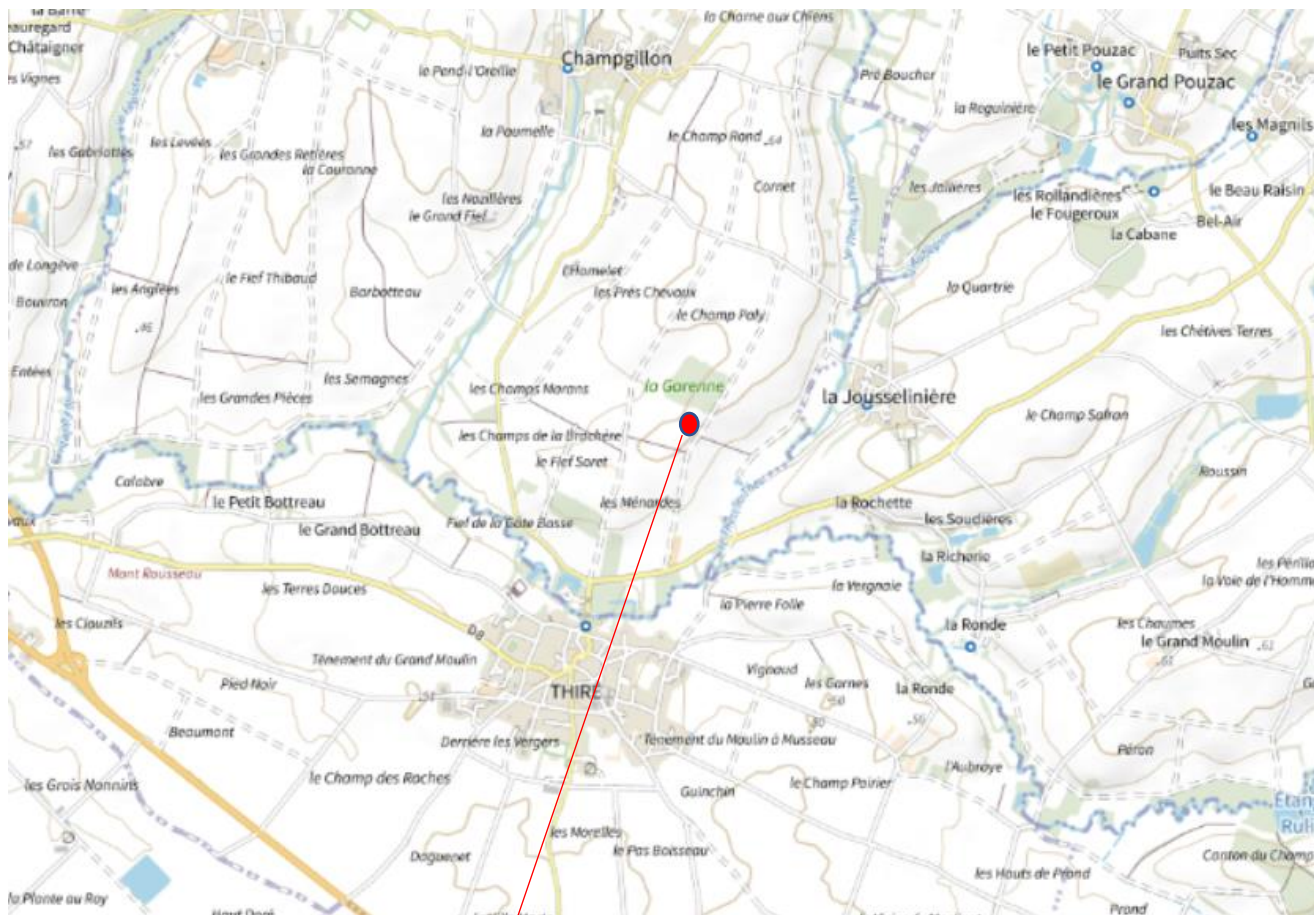
Code Sandre : N32-0300



Coordonnées cadastrales :

LA Garenne

85210 St Juire Champgillon



2.4 Contexte réglementaire

Sage Bassin du Lay	Le SAGE du Lay se situe en ZRE. Le SDAGE voté en comité de bassin fin 2015, définit le cadrage des nouveaux prélèvements hivernaux. Le sous-bassin de la SMAGNE montre des possibilités de création de stockage avec remplissage hivernal.
3.3.1.0. Assèchement « mise en eau », imperméabilisation, remblais de zone humide ou de marais	Non Concerné. Le projet présenté ne se superpose pas à une zone humide.
3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha Les modalités de vidange de ces plans d'eau sont définies dans le cadre des actes délivrés au titre de la présente rubrique.	La surface du projet représente un miroir d'eau inférieur à 3 ha. Procédure soumise à déclaration
3.1.2.0 Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D) Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Un fossé de 3 à 4 m sera créé pour l'installation de pompage sur cours d'eau, afin de ne pas faire obstacle à l'écoulement. Procédure soumise à déclaration
1.3.1.0 A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m³/h (A) 2° Dans les autres cas	Le projet se situe en Zone de Répartition des Eaux Le projet est inclus dans l'attribution des volumes de l'OUGC en place. Dans ce cas l'attributaire du volume est l'Etablissement Public du Marais Poitevin. Une demande annuelle sera faite pour le renouvellement du volume.

Au regard des points ci-dessus, le dossier devrait être soumis à déclaration au titre du code de l'environnement.

D'après le code de l'urbanisme, le projet sera soumis à déclaration préalable de travaux.

2.5 Caractéristiques du projet

La retenue sera positionnée sur les parcelles cadastrées N°0115,0116,0117,0118,0119,0120 section ZN de la commune de St Juire Chamgillon.

L'emprise est en propriété du pétitionnaire.

L'emplacement du projet est raisonné en fonction de son positionnement vis-à-vis du parcellaire agricole de l'exploitation, de ses caractéristiques topologiques ainsi que la disponibilité des matériaux, le tout en cohérence avec le Schéma de cohérence territorial en tenant compte de l'ensemble des aspects environnementaux.



2.6 Approche économique

L'étude économique n'est qu'une approche, n'ayant pas d'autre objectif que celui d'indiquer un ordre de grandeur des coûts d'investissement et le coût de fonctionnement. Lorsque les entreprises et ERDF auront fini les devis réels, la valeur finale sera plus précise.

D'autre part le projet génère des charges de structure. La charge sera existante même les années plus humides ou l'irrigation ne sera pas ou peu nécessaire. Seul le poste électricité sera en charge opérationnelle.

Le but du projet est d'assurer le développement de cultures spécialisées et donc une diversification dans l'assolement. L'optimisation des rendements céréaliers et la mise en place de cultures spécialisés permettront à l'exploitation d'être viable économiquement et d'envisager un meilleur développement.

2.7 Urbanisme

Une déclaration préalable ou un permis d'aménager sera à réaliser au titre du Code de l'urbanisme. Les études techniques permettront de déterminer précisément la superficie du projet en fonction du volume visé et donc de la procédure à appliquer. S'il s'avère que la surface sera inférieure à 2 ha, une déclaration préalable sera déposée. Si la surface sera définie à plus de 2 ha, un permis d'aménager sera déposé.

Trois parcelles du projet se situent en zone A autorisant ce type de travaux à vocation agricole

Une parcelle est quant à elle située en zone N, le PLUi de la commune interdit les projets même agricoles sur ce type de zone. Néanmoins une consultation du maire est en cours afin d'envisager l'implantation du projet sur une partie de cette parcelle.

Les études géotechniques couplées aux relevés topographiques détermineront précisément la surface totale et les hauteurs



En Zone A

1. Sont autorisés sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole avoisinante, les tiers (de manière à ne pas réduire la distance existante par rapport aux tiers) et la qualité paysagère du site :

- Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole.
- Les constructions et installations liées au développement des activités agrotouristiques ayant pour support l'exploitation agricole (gîte rural, chambre d'hôte, fermes auberge, fermes

pédagogiques, salles d'accueil de groupes...) uniquement par la transformation, l'extension mesurée et l'aménagement des constructions présentant un intérêt d'ordre historique ou architectural (cf. lexique), sous réserve d'être une activité complémentaire à l'exploitation agricole.

- La pratique du camping (camping à la ferme, aire naturelle de camping), conformément à la réglementation en vigueur, liée au développement des activités agrotouristiques ayant pour support l'exploitation agricole, sous réserve d'être une activité complémentaire à l'exploitation agricole.
- Les constructions et installations liées à la création de bureaux, de locaux de transformation, de locaux de vente directe de produits agricoles qui sont dans le prolongement de l'acte de production, après avis de la CDPENAF.
- Le logement de fonction (et ses annexes) lié à l'exploitation agricole des personnes dont la présence permanente et rapprochée est liée et nécessaire au fonctionnement de l'exploitation agricole (activités agricoles de production animale, activités maraîchères qui nécessitent des soins constants, cultures spéciales impliquant des dispositifs particuliers comme les cultures sous serres chauffées, stockage de récolte sous atmosphère modifiée ou refroidie, etc.). Le pétitionnaire doit être exploitant à titre principal et exercer une activité à temps plein. En cas de création d'un siège d'activité, la construction d'habitation ne peut précéder celle des bâtiments d'activité qui le justifie. En cas de création d'un logement ou d'une annexe, ces derniers doivent être réalisés prioritairement sur un bâtiment répondant aux critères de définition d'un bâtiment présentant un intérêt d'ordre historique ou architectural (cf. lexique). Si aucun bâtiment ne remplit ces critères, la construction d'un logement neuf ou d'une annexe neuve est alors possible à condition que les terrains d'assiette du projet n'excèdent pas 800 m².
- La rénovation, la réhabilitation, la restauration des bâtiments existants.
- L'extension des bâtiments d'habitation existants à la date d'approbation du PLUi.
- Les annexes liées aux constructions existantes, sous réserve que cela n'entraîne pas la création d'un nouveau logement, dont les piscines.
- Les équipements de production d'énergie renouvelable en autoproduction, sans concurrence à l'usage agricole des parcelles.
- La reconstruction après sinistre des constructions ne respectant pas les règles des articles suivants, sous réserve du respect de l'implantation, des emprises et volumes initiaux.

2. Sont autorisés les affouillements et exhaussements du sol nécessaires à la réalisation des constructions et équipements précités, dont les réserves de substitution pour l'irrigation, et ceux liés à la défense incendie ou à la régulation des eaux pluviales sous réserve de leur intégration dans le site, s'ils sont liés à des travaux de construction ou d'aménagement de la zone.

3. Est interdit le changement de destination du « petit patrimoine » (cf. lexique). Celui-ci ne peut être que réhabilité, rénové ou restauré.

Lorsqu'ils ne sont pas liés à une exploitation agricole :

Dans notre cas les affouillements et exhaussements liée à une utilisation agricole sont autorisés en zone A.

3 Contexte environnemental

3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau.

La commune de St Juire Champgillon est située dans le bassin versant du Lay classé en ZRE, pour le projet présenté.

L'alimentation par interception des eaux de surface devra respecter les dispositions concernées dans le chapitre 7 du SDAGE Loire Bretagne.

Source station météo France à Chantonay

	janv	fev	Mars	avr	Mai	Juin	juil	Août	sept	oct	nov	dec	Total
Cumul moyen Précipitation	97.5	67.4	63.5	67.3	62.6	44.0	49.9	45.2	73.2	106.9	96.3	103.1	876.9

Le remplissage de la retenue se fera uniquement par pompage dans la Smagne.

Le remplissage se fera en période hivernale (1^{er} novembre-31 mars)

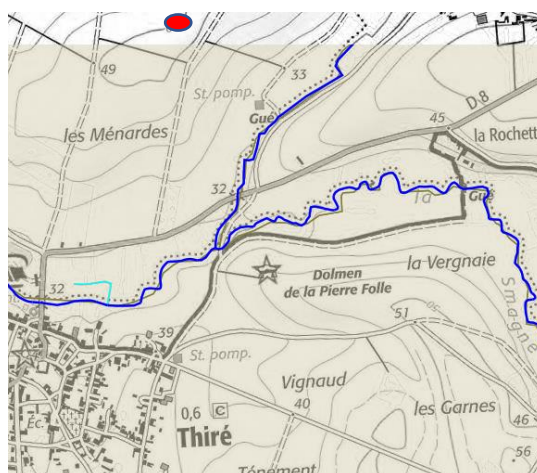
Le projet étant situé en ZRE, le pétitionnaire devra faire une demande de volume annuel à l'Etablissement Public du Marais Poitevin (EPMP), qui est l'Organisme Unique de Gestion des Eaux (OUGC) sur le territoire

3.1.1 Modalité de remplissage de la réserve et de l'utilisation

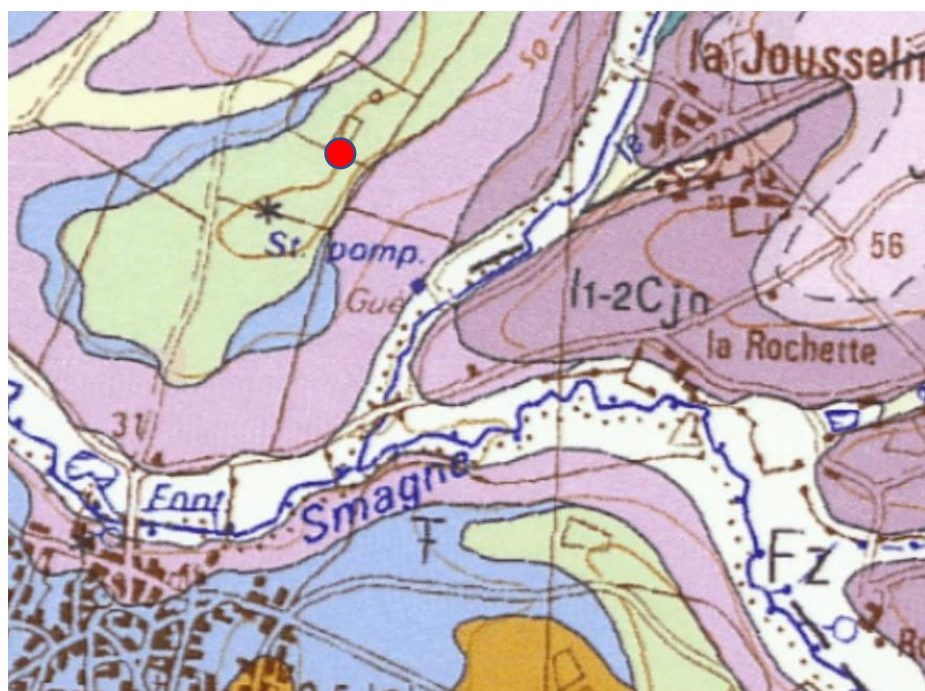
Après consultation de l'organisme de gestion du volume est disponible sur ce secteur.

Cours d'eau police de l'eau.

Selon la cartographie des cours d'eau en Vendée, au titre de la police de l'eau, le projet se superpose et n'impacte pas un cours d'eau.



3.2 Situation géologique et morphologique

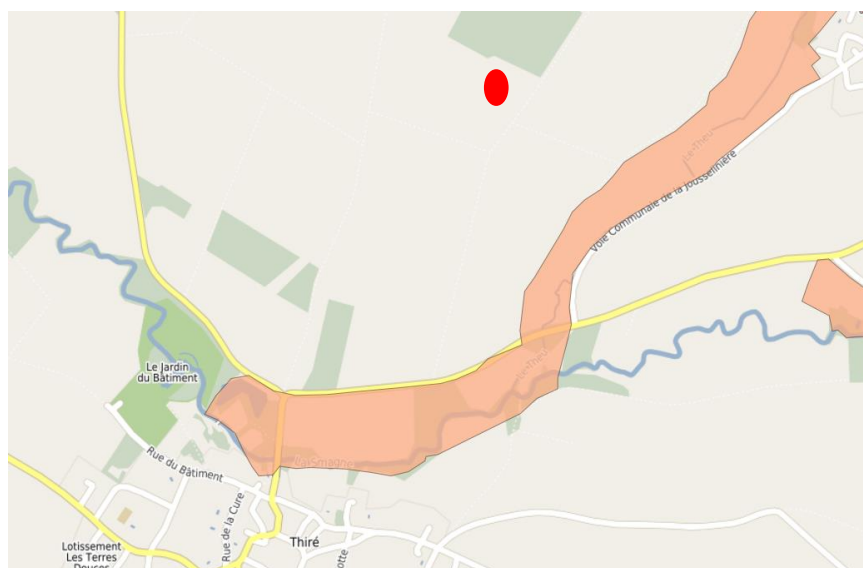


Une étude technique sera faite afin de cibler les quantités de matériaux ainsi que leur qualité, le gonflement/retrait et porosité, nécessaire à la réalisation du futur ouvrage.

Numéro carte	Nom de la carte
586	FONTENAY-LE-COMTE : Formations fluviales - Gravier et cailloutis polygéniques à matrice sablo-argileuse rubéfiée (

3.3 Les secteurs d'intérêts écologique

3.3.1 Les ZNIEFF



ZNIEFF continentale de type 2 : 520005788 : Bocage et Bois entre la Forêt de Vouvant et le sud de Chantonay.

Grand secteur de bois et de bocage où l'intensification de l'agriculture est encore modérée pour la Vendée.

L'ensemble du périmètre recouvre la limite nord du Bassin aquitain, des schistes et des gneiss du sud du Massif Armoricain.

Les vallées de la Smagne et de la Longève ont été incluses pour l'apport d'espèces calcicoles comme *Lithospermum purpureum*, *Centaurea calcitrapa*, ... Ce sont aussi des territoires fort intéressants pour la Loutre et la Pie grièche écorcheur.

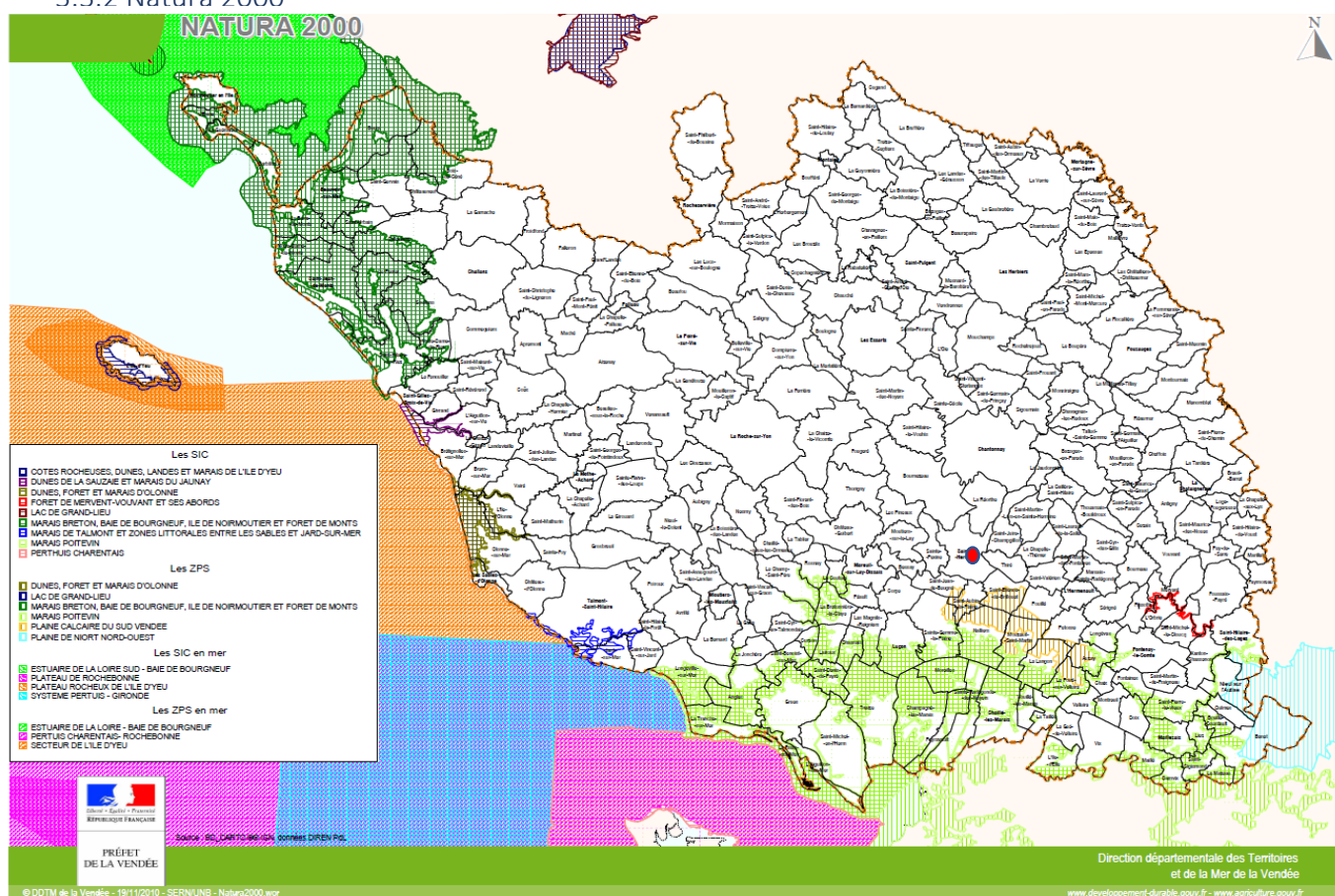
Les sources sur calcaire sont très intéressantes puisqu'une *Bythinella* sp. à été découverte, première donnée pour la Vendée. L'Alouette lulu et le Pipit des arbres sont bien représentés. Notons aussi la reproduction de la Truite fario.

Les grandes zones de cultures ont été exclues, ce qui augmente la proportion de bois.

Le projet se situe à quelques mètres d'une ZNIEFF, néanmoins l'emprise du projet n'impactera pas la zone.

La création de l'étang ne provoquera aucun impact sur les espèces inventoriées dans cette ZNIEFF. L'emprise du projet se situe majoritairement sur des parcelles cultivées ou en prairie.

3.3.2 Natura 2000



Le projet se situe à plus de 5km de la zone Natura 2000 la plus proche. **FR 5212011- Plaine calcaire du sud Vendée**

La ZPS « Plaine Calcaire du Sud Vendée » est majoritairement composée de cultures, cependant le périmètre comporte des vallées sèches qui abritent potentiellement plusieurs habitats d'intérêt communautaire. Ces habitats font l'objet de plans d'action et d'inventaires sur le périmètre voisin du Marais poitevin.

Le rôle des vallées sèches est primordial pour l'organisation des mesures de gestion proposées car :

- elles constituent une contrainte technique pour les exploitations agricoles (affleurement de roches),
- sur leurs bordures nous retrouvons des habitats d'espèces de la Directive Oiseaux (oedicnèmes),
- elles abritent une partie de l'entomofaune servant de ressource alimentaire aux espèces de l'annexe I,
- elles sont le réservoir de colonisation de la ressource trophique des bandes enherbées et autres corridors nécessaires à la reconquête d'une richesse biologique en plaine.

La plaine céréalière du sud Vendée est un des derniers endroits où se reproduit l'Outarde canepetière en Vendée. Cette espèce, qui était fréquente dans la plaine au 19ème siècle, risque de disparaître du département dans les prochaines années si des mesures ne sont pas prises d'urgence. En effet, de 27 mâles chanteurs en 1989, on est passé à 7 à 12 mâles en 1995 puis à 6 mâles en 2000 (GONIN et YOU 2000).

La cause principale de la raréfaction de l'espèce est probablement l'accroissement de la taille des parcelles lors des remembrements, qui permet le développement de la monoculture intensive, récoltée précocement. Le secteur est également intéressant pour la reproduction du Busard cendré, de l'Oedicnème criard et de la Pie-grièche écorcheur, figurant tous trois à l'annexe I.

Par ailleurs, la zone accueille également des espèces qui ne figurent pas à l'annexe I mais qui sont intéressantes pour la région : le Moineau soulcie par exemple, occupe ici une de ses places les plus septentrionales. Non loin du littoral atlantique, la plaine voit passer chaque année plusieurs centaines d'oiseaux migrants.

Elle accueille notamment des rassemblements post-nuptiaux d'outardes et d'oedicnèmes. La Cigogne blanche, la Grue cendrée, le Milan noir... y sont régulièrement observées en halte migratoire. Les champs labourés sont favorables à l'accueil du Pluvier doré et du Vanneau huppé en hiver (plusieurs milliers viennent s'alimenter et se reposer dans les labours).

3.3.3 Schéma de cohérence écologique des Pays de la Loire



Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques comprennent les espaces naturels ou semi-naturels ainsi que les formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de relier les réservoirs de biodiversité, et les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau.

Certains réservoirs de biodiversité peuvent faire partie de la Trame verte et bleue sans savoir de vocation à être reliés entre eux lorsqu'il aura été démontré la pertinence de l'isolement naturel de ces espaces pour la conservation de la biodiversité compte tenu du fonctionnement des écosystèmes, pour limiter la dispersion d'espèces, notamment d'espèces exotiques envahissantes ou pour limiter la propagation de maladies animales et végétales.

Les corridors écologiques peuvent prendre plusieurs formes et n'impliquent pas nécessairement une continuité physique ou des espèces contigus

On distingue ainsi trois types de corridors écologiques :

Les corridors linéaires (haies, chemins et bords de chemins, ripisylves, bandes enherbées le long des cours d'eau...)

Les corridors discontinus (ponctuation d'espaces-relais ou d'îlots-refuges, mares permanentes ou temporaires, bosquets...)

Les corridors paysagers (mosaïque de structures paysagères variées).

Le projet ne s'inscrit pas dans aucun corridor écologique.

La création ne fera pas obstacle à la continuité des corridors et cours d'eau à proximité.

L'ouvrage ne sera pas considéré comme élément de fragmentation, au vu de ses caractéristiques, sur l'ensemble des corridors.

La création se fera sur des terres agricoles actuellement cultivées par l'EARL Mathonneau-Forgerit

3.4 Les zones humides



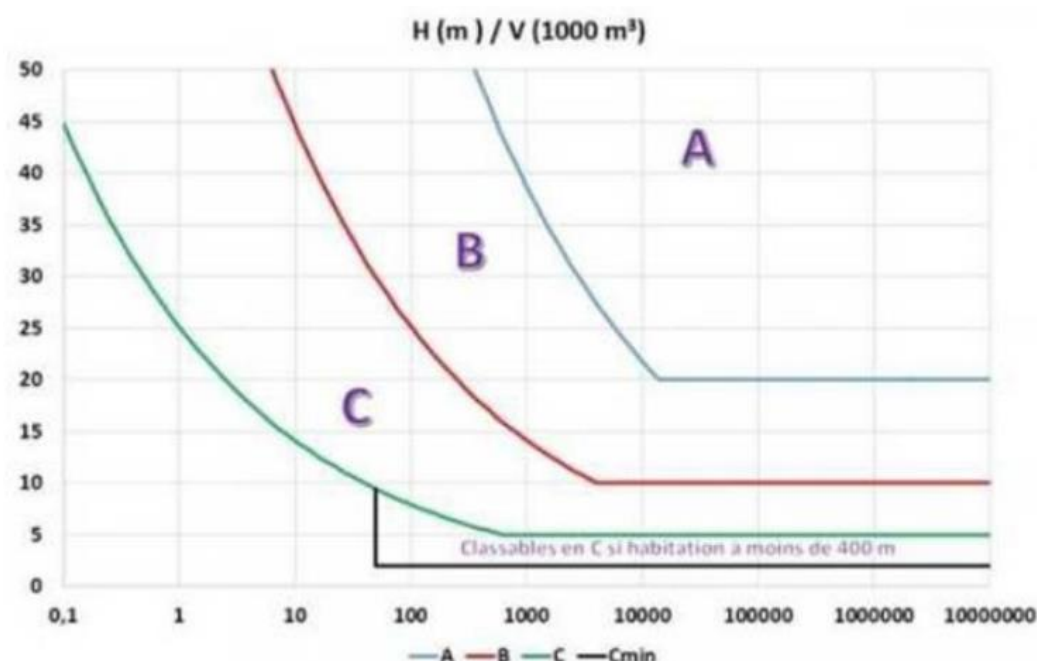
Selon la localisation zone humide du SAGE du Lay, il s'avère qu'une partie de la parcelle projet est considéré comme zone humide. De cette façon nous veillerons à ce que l'implantation du projet ne se superpose pas à la zone.

La séquence Eviter, Réduire, Compenser s'applique donc au projet afin de ne pas impacter de zones humides.

3.5 Environnement proche

3.5.1 Habitation

Le projet de retenue ne sera pas soumis aux classes de barrage. **Le volume hors sol de la retenue sera inférieur à 50 000 m³.**



Les barrages de classe C ont une hauteur d'au moins 5 mètres et retiennent, quand ils sont pleins, un volume d'eau suffisant pour que $K > 20$. Relèvent également de la même classe les barrages des hauteurs supérieures à 2m, qui retiennent aussi plus de 0.05 millions de m³ et pour lequel il existe au moins une habitation à moins de 400 m à l'aval du barrage.

Toutefois, par sécurité, une surveillance approfondie sera faite annuellement. Une surveillance accrue sera faite lors du premier remplissage. Les consignes ainsi que les fiches « COMPTE RENDU DE VISITE DE SURVEILLANCE » seront préparées et jointes au dossier d'incidence.

Celles-ci seront complétées chaque année et disponibles au siège de l'exploitation.

La retenue sera équipée d'organes de sécurité, type surverse répondant à la réglementation en vigueur et d'une vidange de son volume hors sol.

3.5.2 Périmètre de protection d'eau potable

Le projet ne se superpose pas au périmètre AEP le plus proche. Le lac de l'Angle Guignard se situe à 10 km du projet.

3.6 Servitude

Une démarche DICT devra être effectuée avant les travaux par l'entreprise en charge.

Catégorie	Classe	Positionnement	◆ Société, Agence	◆ CP	◆ Commune	◆ Tél. Urgence	◆ Fax. Urgence	◆ Tel. Endom.
S	ELFC HORS TBT	-	ENEDIS-DRPDL-PAYS DE LA LOIRE CHEZ PROTYS P0100	27091	EVREUX CEDEX 9	0181624701		0176614701
S	ELFC HORS TBT	-	ENEDIS-DRPDL-PAYS DE LA LOIRE CHEZ PROTYS P0100	27091	EVREUX CEDEX 9	0181624701		0176614701

3.7 Zone de présomption archéologique



Selon l'Atlas des patrimoines, il n'y a aucune zone de présomption archéologique

4. Le SDAGE et le SAGE

Le projet répondra aux dispositions du SDAGE Loire Bretagne afin d'être compatible et acceptable à sa création.

Enfin, la retenue tiendra compte également du SAGE en place sur ce secteur, le SAGE du Lay

4.1 Le SDAGE Loire Bretagne

Le comité de bassin a adopté le 16 mars 2022 le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) pour les années 2022 à 2027 et il a émis un avis favorable sur le programme de mesures correspondant. L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 18 novembre approuve le SDAGE et arrête le programme de mesure.

Le programme de mesures identifie les actions nécessaires à mettre en œuvre sur six ans pour satisfaire aux objectifs environnementaux définis par le SDAGE, à savoir l'atteinte du bon état des eaux et la satisfaction des objectifs associés aux zones protégées concernant la baignade et la conchyliculture.

C'est un document élaboré et arrêté par le préfet coordonnateur de bassin, qui associe le comité de bassin et recueille son avis.

Le SDAGE Loire Bretagne définit 15 actions clés visant à la réalisation de ses objectifs environnementaux :

1. Repenser les aménagements de cours d'eau
2. réduire la pollution par les nitrates
3. réduire la pollution organique
4. maîtriser les pollutions par les pesticides
5. maîtriser les pollutions aux substances dangereuses
6. protéger la santé en protégeant l'environnement
7. maîtriser les prélèvements
8. préserver les zones humides et la biodiversité
9. rouvrir les rivières aux poissons migrateurs
10. préserver le littoral
11. préserver les têtes de bassin versant
12. crues et inondations
13. renforcer la cohérence des territoires
14. mettre en œuvre des outils réglementaires et financiers
15. informer, sensibiliser, favoriser les échanges

De par ses caractéristiques et comme le mentionne le contenu de ce dossier, le projet semble à première vue compatible avec l'ensemble des orientations fondamentales et les dispositions du SDAGE LOIRE BRETAGNE, notamment sur les orientations :

Repenser les aménagements de cours d'eau 1C 1C-1 = débit minimum dans cours d'eau

Limiter et encadrer la création de plan d'eau 1E 1E-1 à 1E-3 = économie, volume disponible en ZRE voir 7A-2, déconnexion du réseau hydrographique et période de remplissage

Protéger la santé en protégeant la ressource en eau 6D, 6E 6E1 à 6E3 = pollution des eaux, eau potable, gestion des masses d'eau, captage.

Maitriser les prélèvements d'eau 7A 1,2,6, 7B 1,2,3,4,5, 7C 1,2,3,4 7D 2,4,5,6,7 7E 1 à 4 = débit moyen mensuel, ajustement des volumes (HMUC), autorisation de prélèvement, soutien à l'étiage, rivière réalimentée, gestion du prélèvement, marais poitevin, stockage hivernal, période de prélèvement, interception d'écoulement, restriction prélèvement.

La zone humide 8 A 3 8 B1 = meilleure option environnementale éviter réduire compenser

4.2 Le règlement du SAGE du Lay

PORTEE JURIDIQUE DU REGLEMENT PRIORITES D'USAGES DE LA RESSOURCE

Article 1 : Répartition des volumes globaux par usage

Article 2 : Consommation départementale, interconnexion et bassin du LAY

REGLES PARTICULIERES POUR ASSURER LA RESTAURATION ET LA PRESERVATION DE LA QUALITE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 3 : Améliorer le traitement du phosphore et de l'azote dans les stations d'épuration

Article 4 : Diminuer les apports phosphorés sur les bassins versants l'alimentation en eau potable

Article 5 : Inondations : lutte contre les vitesses de ruissellement

Article 6 : Ruissellement : règle spécifique concernant la gestion des eaux pluviales

Article 7 : Meilleure gestion des lâchers des barrages en période d'étiage

Article 8 : Volume prélevable pour l'irrigation à partir de la nappe du sud Vendée

Article 9 : Règles pour l'entretien et la conservation du réseau hydraulique du marais

L'étude loi sur l'eau démontrera la compatibilité du projet avec le SDAGE LOIRE-BRETAGNE et le SAGE du LAY

5 Conclusion

Le projet de création de plan d'eau devrait être soumis à déclaration suivant le code de l'environnement, au titre de la loi sur l'eau

Au vu de l'ensemble des premiers éléments, le projet présenté dans cette étude semble respecter l'ensemble des dispositions réglementaires, permettant sa mise en œuvre.

Des sondages seront effectués sur le périmètre du projet pour définir la potentielle présence de zone humide. L'étude ERC sera détaillée dans le dossier de déclaration.

Une étude technique sera effectuée, afin de déterminer la faisabilité du projet en tenant compte des matériaux en places et de la topographie du site. Cette étude déterminera aussi le dimensionnement précis de la retenue et ses caractéristiques techniques.